



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture



# **RAPPORT SPÉCIAL** - EXTRAITS

**MISSION FAO D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES  
ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES DE 2021  
EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

Décembre 2021



# **RAPPORT SPÉCIAL**

**EXTRAITS**

**MISSION FAO D'ÉVALUATION DES  
RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS  
ALIMENTAIRES DE 2021  
EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

**Décembre 2021**

Citer comme suit:

FAO. 2022. *Rapport spécial - Extraits. Mission FAO d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires de 2021 en République arabe syrienne*. Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2022



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (<https://www.fao.org/publications/fr/>) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licencerequest](http://www.fao.org/contact-us/licencerequest). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).



# FAITS SAILLANTS

➤ **Contexte socioéconomique:** Bien qu'une grande partie du pays soit désormais stable et qu'il ne reste désormais que quelques poches de combats actives mais contenues, les conditions économiques ne sont pas considérées comme favorables. Déjà affaiblie par dix années de conflit, l'économie a subi de nouveaux revers en lien avec la pandémie de covid-19 et les répercussions de la crise économique au Liban, qui a été longtemps été une bouée de sauvetage pour l'économie syrienne. Le pays est confronté à des taux d'inflation élevés, à un affaiblissement de sa monnaie et à des pénuries de produits de base, y compris de carburant. Les sanctions internationales ont compromis les moyens de subsistance de millions de Syriens, directement ou indirectement. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de 12,4 millions de personnes (60 pour cent de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2020, soit 5,4 millions de plus qu'en 2019<sup>i</sup>. La situation de la sécurité alimentaire a continué de se dégrader en 2021.

➤ **Production végétale:** Les précipitations insuffisantes et mal réparties au cours de la campagne agricole 2020/21, ainsi que plusieurs vagues de chaleur, les coûts élevés des intrants, les disponibilités limitées en eau pour l'irrigation et les coûts élevés du carburant pour le pompage, ont entraîné une contraction des superficies céréalières récoltables. Selon les estimations, les superficies de blé récoltées couvriraient 787 000 hectares, soit un peu plus de la moitié des superficies récoltées en 2019. Les superficies d'orge récoltées sont estimées à 352 000 hectares, soit environ 75 pour cent de moins que l'année dernière, car de vastes étendues de terres n'ont pas été considérées



comme méritant d'être récoltées. La production de blé de 2021 est estimée à environ 1,05 million de tonnes, contre 2,8 millions de tonnes en 2020, un volume représentant seulement un quart du niveau moyen d'avant la crise, à savoir 4,1 millions de tonnes (durant la période 2002-2011). La production d'orge, estimée à 268 000 tonnes, ne représente environ que 10 pour cent des récoltes exceptionnelles rentrées en 2019 et 2020.

➤ **Les principales contraintes qui pèsent sur la production végétale:** Les agriculteurs restent préoccupés par les coûts élevés de production et de transport ainsi que par la pénurie d'intrants de qualité. Le parc de machines agricoles est ancien et n'a bénéficié d'aucun investissement significatif. Certains progrès ont été réalisés dans la remise en état des ouvrages d'irrigation, bien que les forages illégaux et incontrôlés destinés à capter les eaux souterraines ces dernières années aient probablement abaissé la nappe phréatique. Une proportion importante des terres précédemment irriguées n'a pas pu l'être en

<sup>i</sup> L'Évaluation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence de 2020 réalisée fin 2020 par le PAM et ses partenaires, reste la dernière évaluation de la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

raison du manque d'équipement, d'entretien ou de carburant. Des taux élevés de gaspillage ont été signalés dans la production de fruits et de légumes, en raison du faible pouvoir d'achat des consommateurs, de l'incapacité d'exporter et du manque d'usines de transformation. L'approvisionnement en électricité peu fiable entraîne également une augmentation du gaspillage alimentaire au niveau des ménages.

- **Élevage:** Le cheptel semble s'être stabilisé après une forte baisse initiale au début du conflit. Cependant, les prix actuellement élevés des aliments pour animaux et le manque d'accès aux pâturages pourraient aboutir à un déstockage massif. Les prix des animaux vivants ont déjà baissé par rapport à l'année dernière, car les agriculteurs ont vendu une partie de leurs troupeaux en vue d'obtenir des liquidités nécessaires pour acheter des aliments et d'autres intrants pour les animaux restants. Les prix des produits laitiers et des œufs ont augmenté en raison principalement des coûts élevés des aliments pour animaux et du carburant. Cependant, le taux d'augmentation des prix étant inférieur à celui des coûts de production, les producteurs subissent des pertes financières. Bien qu'aucun foyer important de maladies animales n'ait été signalé, l'état nutritionnel du bétail est précaire et les animaux sont généralement sensibles aux maladies.
- **Tendances futures:** Les agriculteurs manquent de liquidités et d'accès au crédit, tandis que les prix des intrants augmentent. Les prix des intrants subventionnés, y compris le carburant

et les engrais, ont augmenté en 2020/21, et la fourniture d'engrais à des prix subventionnés a cessé en juin 2021. Les semences seront probablement difficiles à trouver en raison des récoltes considérablement réduites rentrées en 2021, et la qualité des semences devrait être médiocre, avec de faibles taux de germination. Cependant, les agriculteurs qui ne disposent pas d'alternatives viables de subsistance économique continuent de cultiver leurs terres, en utilisant souvent des méthodes de production moins intensives et des quantités moindres d'intrants.

- Compte tenu des difficultés auxquelles ont été confrontés les agriculteurs au cours de la campagne 2020/21, il apparaît urgent d'intervenir pour soutenir le secteur agricole et empêcher que les actifs productifs ne s'érodent davantage. Les précédentes missions d'évaluation des récoltes ont plaidé en faveur d'une transition d'une assistance d'urgence et d'un soutien aux moyens de subsistance de base vers des interventions de relèvement et de reconstruction du secteur agricole. Cette année, cependant, la fourniture d'une aide d'urgence est essentielle car la campagne à venir risque fort d'être compromise par des précipitations inférieures à la moyenne et des disponibilités insuffisantes en semences de qualité. L'aide d'urgence devrait viser à atténuer les pénuries et à améliorer l'accès aux intrants, en assurant un approvisionnement suffisant en diesel aux tarifs officiels pour les exploitations agricoles, et à éviter le déstockage des animaux causé par les coûts élevés des aliments pour animaux.

# APERÇU GÉNÉRAL

À l'exception de 2015, une mission annuelle d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire a été menée conjointement par la FAO et le PAM en République arabe syrienne chaque année entre 2013 et 2019. Les restrictions imposées sur les voyages internationaux pour endiguer la covid-19 ont empêché la réalisation de missions conjointes complètes en 2020 et 2021.

Cependant, les conditions météorologiques irrégulières qui ont caractérisé la plupart des régions syriennes en 2021, en particulier les principales zones de production céréalière du pays, ont rendu nécessaire une évaluation basée sur des critères bien établis et reconnus afin de produire des estimations des récoltes comparables aux précédentes évaluations. En réponse à la demande du Gouvernement de la République arabe syrienne de procéder à une analyse de la production agricole de la campagne agricole 2020/21, compte tenu des conditions météorologiques critiques et des difficultés économiques exacerbées par d'autres défis, la FAO a mené une mission indépendante d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires (CFSAM) en vue d'estimer la production céréalière de 2021, d'évaluer la situation globale du secteur agricole et d'établir des prévisions concernant la campagne 2021/22 à venir. Compte tenu des restrictions aux voyages, la mission s'est appuyée sur le réseau d'agents de résilience employés par le bureau de pays de la FAO qui ont une connaissance approfondie des conditions agricoles locales et des zones agro-écologiques dans les différents gouvernorats. La collecte des informations sur le terrain a eu lieu entre juin et juillet 2021. Des informations ont également été fournies par le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire (MAAR) et plusieurs autres ministères et organismes publics concernés ainsi que par les services en charge de l'agriculture au niveau des provinces.



Son Excellence, le Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, a été informé de la méthodologie utilisée et des principales conclusions avant la finalisation du rapport.

## Méthodologie d'évaluation

Le personnel local a visité et recueilli des informations dans les 14 gouvernorats<sup>ii</sup> du pays (Alep, Hasakeh, Hama, Homs, Deir ez-Zor, Lattaquié, Tartous, Damas, Damas rural, Dara'a, Raqqa, Idleb, Quneitra et Sweida). À l'exception de Damas, qui est en grande partie urbaine et où l'équipe nationale a organisé des réunions avec les autorités nationales compétentes, le personnel local a tenu des réunions avec le personnel technique des directions de l'agriculture, des agriculteurs, des bergers et des éleveurs, des commerçants, des coopératives agricoles, des propriétaires de machines agricoles et d'autres informateurs clés dans tous les gouvernorats visités. Dans la mesure du possible, les membres de l'équipe se sont rendus dans des marchés d'aliments et de bétail pour évaluer l'offre locale et l'évolution des prix. Le personnel de la mission locale a également inspecté

<sup>ii</sup> L'Évaluation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence de 2020 réalisée fin 2020 par le PAM et ses partenaires, reste la dernière évaluation de la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

des cultures sur pied pour évaluer les rendements probables. Les cultures récoltées qui n'avaient pas encore été battues ont été inspectées. Sur la base des observations, la taille des épis, le poids et le nombre de grains par épi et l'état général des grains ont fourni d'autres indications sur les niveaux de rendement qui ont ensuite pu être croisées avec les estimations de rendement établies par les agriculteurs. L'Établissement général pour le commerce et la transformation des céréales (Hoboob) a présenté un aperçu de ses opérations.

Les estimations des superficies céréalières, tant emblavées que récoltées, ont été fournies par le MAAR et ces chiffres ont été corroborés par les directions de l'agriculture dans tous les gouvernorats. Des estimations des rendements ont également été fournies par le MAAR ainsi que par les directions de l'agriculture, et ont fait l'objet d'un examen critique à la lumière des observations sur le terrain, des inspections des cultures et d'autres informations disponibles. Au cours des entretiens avec les agriculteurs, des informations supplémentaires ont été recueillies sur le moment des semis, les densités de semis, la disponibilité et l'utilisation des intrants (semences certifiées, engrais, carburant et autres intrants), l'utilisation de machines pour les opérations agricoles, l'offre de main-d'œuvre et la disponibilité et la fiabilité de l'irrigation. Parmi les autres informations utilisées figuraient des relevés des précipitations et des images satellites décennales montrant les modèles de précipitations, les anomalies des précipitations par rapport à la moyenne à long terme, les niveaux de stress

hydrique des sols et l'indice de stress agricole (ASI). Les informations ont ensuite été recoupées à l'aide d'autres sources et résumées dans ce rapport qui estime la production céréalière, évalue la situation globale du secteur agricole dans le pays et établit des prévisions concernant la campagne à venir. Le cas échéant, les estimations concernant les rendements ont été modifiées par l'équipe locale en consultation avec l'équipe du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) à Rome.

Le personnel local a également organisé 24 discussions de groupe ciblées avec des personnes sélectionnées au hasard parmi les résidents des zones visitées par la mission dans les gouvernorats. Ce rapport comprend également les résultats d'une enquête menée auprès de 256 ménages d'agriculteurs dans 13 gouvernorats (tous sauf Damas) en vue de compléter et d'enrichir les sources d'information<sup>iii</sup>.

Simultanément, tandis que l'équipe locale de la FAO collectait des informations dans le pays, le personnel du bureau de pays de la FAO à Damas a tenu des réunions avec divers ministères et agences concernés, en charge de certains aspects liés à l'agriculture et aux activités de subsistance. Il s'agissait notamment du MAAR, du Ministère des ressources en eau, de Hoboob – l'autorité publique responsable des achats de blé, de l'Organisation générale pour l'alimentation animale, de l'Organisation générale pour la multiplication des semences (GOSM) et de la Banque coopérative agricole.

---

<sup>iii</sup> Dans la plupart des gouvernorats, au moins 20 ménages agricoles ont été interrogés. Compte tenu des similitudes entre Lattaquié et Tartous s'agissant des conditions nationales et économiques, un plus petit nombre de ménages agricoles a été interrogé à Lattaquié. En septembre 2021, une enquête détaillée auprès de 4 000 agriculteurs était en cours de réalisation.



# RECOMMANDATIONS

La majorité des recommandations de la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire de 2019 (dernière mission d'évaluation conjointe FAO/PAM effectuée dans le pays) restent valables car certaines des réalisations des deux dernières années ont été érodées par la crise économique actuelle. Bien que des actions soient nécessaires pour sauver la production de la prochaine campagne agricole et garantir les moyens de subsistance et la durabilité à moyen-terme, en l'absence d'une réforme structurelle plus large de l'économie s'attaquant aux causes profondes de la dépréciation rapide de la monnaie, des pénuries de carburant et du faible pouvoir d'achat de la population, exacerbées par la pandémie de covid-19, les recommandations proposées ne permettront pas d'aboutir à des améliorations majeures et durables du secteur agroalimentaire.

## Besoins urgents

Bien que les précédentes missions d'évaluation des récoltes aient plaidé en faveur d'une transition d'une assistance d'urgence et d'un soutien aux moyens de subsistance de base vers des interventions de relèvement et de reconstruction rapides du secteur agricole, étant donné les difficultés et les défis rencontrés par les agriculteurs au cours de la campagne 2020/21, la principale recommandation pour une action immédiate consiste à mieux préparer la prochaine campagne agricole et à éviter que les actifs productifs ne s'érodent davantage. Pour ce faire il convient de:

- Atténuer les pénuries et améliorer l'accès à des intrants de qualité (semences, carburant, engrais, etc.) en ciblant les groupes les plus vulnérables dans les zones vulnérables qui n'ont pas réussi à produire de cultures en raison des conditions météorologiques irrégulières pendant la campagne 2020/21. Dans les zones où les intrants sont disponibles



et les marchés accessibles, une assistance doit être fournie sous forme de bons ou d'autres moyens similaires pour permettre aux marchés de fonctionner. Des transferts monétaires inconditionnels pourraient être fournis avec des intrants pour couvrir les besoins d'achat immédiats, en particulier pendant la période de soudure afin de permettre aux agriculteurs de consacrer le temps et les efforts nécessaires pour ensemercer leurs terres.

- Soutenir les ménages agricoles qui ont perdu leur récolte, en leur fournissant des intrants agricoles appropriés et une aide alimentaire pendant l'hiver, afin de les aider à reprendre la production agricole.
- Assurer un approvisionnement suffisant en diesel pour les exploitations agricoles aux tarifs officiels, sans aucun rationnement comme c'est le cas pour les véhicules d'urgence. De la même manière que le carburant pour les véhicules d'urgence n'est pas rationné, les agriculteurs devraient avoir accès à des quantités suffisantes de carburant.
- Prendre des mesures pour arrêter le déstockage des animaux causé par les coûts élevés des

aliments pour animaux en distribuant des aliments d'urgence ou, dans les zones où les marchés fonctionnent correctement et sont accessibles, en fournissant des bons d'achat.

- Fournir des soins vétérinaires d'urgence, tels que des kits de diagnostic, qui permettront aux agriculteurs de diagnostiquer d'éventuelles maladies dans les zones où la couverture des services vétérinaires est insuffisante.
- Continuer à déminer les zones toujours contaminées par des restes explosifs de guerre.
- Promouvoir et incorporer des pratiques d'agriculture intelligente face au climat (AIC) spécifiques au contexte pour les productions végétale et animale, y compris les systèmes d'approvisionnement en eau pour les systèmes agroalimentaires afin d'améliorer leur résilience aux effets des changements climatiques.

## Mesures à moyen terme

À moyen terme, les recommandations mettent l'accent sur la nécessité de stimuler les possibilités d'emplois directes et indirectes, en particulier dans les zones rurales, d'accroître la rentabilité des activités agricoles, de fournir des moyens de subsistance décents aux rapatriés et de promouvoir une utilisation et une gestion plus durables des ressources naturelles dans l'agriculture. La revitalisation de la production doit être poursuivie en tenant compte des contraintes environnementales, telles que la rareté de l'eau et la multiplication des épisodes de sécheresse, et toutes les actions doivent être coordonnées afin de parvenir aux bénéfices escomptés. Par exemple, la reconstitution des troupeaux devrait s'accompagner de la fourniture de services vétérinaires, de fourrage et d'aliments pour animaux et d'un soutien aux principales chaînes de valeur.

- **Production végétale:**
  - **Revitaliser la production de semences**, en se concentrant sur les cultures les plus fréquemment cultivées dans le pays et appropriées pour diverses zones agro-écologiques. Une attention particulière devrait être accordée au blé car son potentiel de rendement est actuellement limité par le manque de semences de qualité de première génération ainsi que de

semences certifiées de première génération. La GOSM reste bien placée pour diriger cette action et le soutien pourrait inclure des ressources financières pour accroître le nombre de producteurs sous contrat, fournir des herbicides et des engrais de qualité que de nombreux agriculteurs sous contrat doivent actuellement acheter eux-mêmes, et fournir du matériel de nettoyage des semences. Les autres activités de la GOSM, telles que la multiplication de semences de pomme de terre et la relance de la production de semences de légumes devraient également être soutenues.

- **Soutenir le compostage communautaire** des déchets alimentaires et autres déchets appropriés pour améliorer la productivité des sols.
- **Soutenir** les agriculteurs en leur fournissant des formations nécessaires pour améliorer la gestion des nouvelles cultures récemment adoptées (cultures médicinales et aromatiques, légumineuses, etc.).
- **Réhabiliter les vergers** pour des raisons de durabilité économique et environnementale.
- **Améliorer la production fourragère locale** pour soutenir le secteur de l'élevage fortement dégradé.
- **Irrigation:**
  - **Poursuivre la réhabilitation des infrastructures endommagées, tout en maintenant les infrastructures existantes** avant qu'elles ne tombent en ruine. Les programmes «espèces contre travail», tels qu'utilisés dans de nombreux autres contextes, pourraient servir de mécanisme de soutien à double objectif, à savoir fournir de l'argent pour couvrir les besoins immédiats et rémunérer la main-d'œuvre requise pour la réhabilitation des infrastructures de base.
  - Poursuivre les efforts déployés pour que le pays obtienne des parts équitables des eaux de l'Euphrate et du Tigre, par le biais des forums internationaux et des organismes compétents.

- **Soutenir l'adaptation des méthodes d'irrigation modernes** (goutte-à-goutte, etc.). À l'heure actuelle, un grand nombre d'agriculteurs dépendent de l'irrigation par inondation, qui est la méthode d'irrigation la plus dispendieuse. Bien que les méthodes d'irrigation modernes nécessitent des investissements importants, elles contribuent à la durabilité des ressources en eau et ont des besoins énergétiques moindres, tels que le carburant pour le pompage.
- Sensibiliser les agriculteurs aux avantages financiers et productifs de l'adhésion à des associations d'utilisateurs de l'eau (AUE) et faire connaître les structures efficaces d'AUE comme moyen d'assurer une bonne distribution des ressources en eau.
- **Construire des usines de traitement de l'eau** pour faire en sorte que les eaux usées puissent être utilisées pour l'irrigation et éviter que les agriculteurs n'utilisent des eaux usées non traitées.

#### ➤ **Élevage:**

- **Améliorer l'enregistrement des animaux** afin de recueillir des informations précises sur leur emplacement dans le pays en vue de faciliter la programmation et l'aide au développement de l'élevage jusqu'au prochain recensement. L'enregistrement des animaux est actuellement en cours, mais les progrès sont relativement lents. Un soutien financier (pour le personnel, le transport, etc.) permettrait d'accélérer l'enregistrement.
- **Revitaliser les services vétérinaires** afin d'assurer des taux de succès plus élevés en matière d'insémination artificielle (IA); les vétérinaires et les techniciens devraient recevoir une formation adéquate sur l'identification correcte de l'œstrus dans les races locales et exotiques de bovins.
- **Réhabiliter les laboratoires de diagnostic vétérinaire, les laboratoires de sécurité sanitaire des aliments et les abattoirs** afin d'améliorer l'identification précoce des maladies animales et la présence d'aliments insalubres et dangereux

impropres à la consommation humaine; cela améliorera non seulement le contrôle des maladies animales, mais aussi la sécurité sanitaire des aliments et la santé publique.

- Renforcer les services vétérinaires et faciliter leur accès pour les ménages agricoles possédant du bétail, des poulets, des lapins, des dindes, etc., afin de diversifier les sources de revenus, d'augmenter la production des ménages et d'améliorer l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire des familles.
- **Revitaliser les couvoirs** pour redémarrer les activités des unités de production industrielle de volaille.
- Bien que le pays souffre d'une pénurie d'eau, dans les zones où ces activités peuvent être durables, envisager la possibilité de développer l'aquaculture et les fermes piscicoles comme cela a été fait dans l'Irak voisin (carpe, poisson-chat).

#### ➤ **Crédit:**

- Fournir de petits prêts à court terme qui peuvent remplacer les crédits précédemment fournis par les fournisseurs d'intrants.
- Étendre le crédit garanti ou introduire des programmes de petits crédits pour permettre aux agriculteurs d'ensemencer leurs terres pour la prochaine campagne, de construire des entrepôts, etc. Le cas échéant, de petites subventions pourraient être accordées plutôt que des facilités de r dit.

#### ➤ **Commercialisation:**

- **Réhabiliter les chaînes du froid pour les produits alimentaires périssables**, ce qui permettrait également d'améliorer la distribution des vaccins, des médicaments vétérinaires et des paillettes d'IA. Il convient d'examiner la possibilité d'une collaboration avec des compagnies de transport réfrigéré.
- **Construire des entrepôts frigorifiques accessibles dans les fermes ou les villages** afin que les agriculteurs puissent stocker les produits et les déplacer vers des marchés plus éloignés, en tirant profit

des économies d'échelle. Des accords de coopération pourraient être une option appropriée.

- **Réhabiliter les usines de transformation des aliments** pour accroître la valeur ajoutée et réduire les importants gaspillages de fruits et légumes, en particulier dans les principales zones de production.
  - **Envisager de raccourcir les canaux de commercialisation** dans les zones proches des centres urbains et des marchés.
  - **Bien que difficile à réaliser d'un point de vue fiscal, envisager d'intégrer une dévaluation de la monnaie** dans les systèmes de tarification des achats pour permettre aux agriculteurs de prendre les bonnes décisions concernant les cultures.
  - **Fournir des services de renforcement des capacités** en matière de stockage, d'emballage et de transformation des aliments.
  - **Adopter des énergies alternatives, solaires et éoliennes**, pour faire fonctionner les chambres froides et les unités de transformation des aliments, afin de pallier les pénuries actuelles et futures de carburant.
- **Services de vulgarisation:**
- Fournir des informations et des formations sur divers aspects de la production végétale et animale, y compris l'utilisation correcte des produits agrochimiques, notamment sur le moment adéquat pour l'application, la concentration et le dosage corrects selon les instructions des fabricants et les pratiques d'utilisation sûres, et les médicaments vétérinaires. Un service de vulgarisation revitalisé sera également fondamental pour renforcer l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets, y compris l'intensification de la formation sur les pratiques d'AIC.
- **Information et fourniture de biens publics:**
- **Améliorer les systèmes d'information sur le marché** pour aider les producteurs à prendre les bonnes décisions en temps opportun, à accroître leurs bénéfices et à réduire les pertes de production. Les agents de vulgarisation bien informés au sujet de la rentabilité des différentes cultures, et en particulier des produits frais hautement périssables, devraient conseiller les producteurs en conséquence.
- **Collecter des mesures des eaux souterraines** dans le cadre des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets pour favoriser de meilleures décisions.
  - **Préparer une étude détaillée** sur les effets des changements climatiques sur les modes de culture afin d'éclairer les programmes ciblés sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Bien qu'à l'heure actuelle certains agriculteurs aient adapté leurs plans de culture aux changements climatiques, la majeure partie du secteur agricole continue d'espérer que le caractère irrégulier des précipitations et des températures est dû à la variabilité météorologique habituelle.
  - **Renforcer les systèmes de surveillance et d'alerte précoce** qui aident les agriculteurs à se préparer correctement et à faire face aux risques de catastrophes naturelles pour la production agricole de manière systématique et scientifique.

## Mesures à long terme

- **Appuyer les mécanismes de coopération:** Le cas échéant et si nécessaire, les agriculteurs doivent être informés des avantages financiers associés à l'achat d'intrants et à la commercialisation des produits de manière coopérative, ainsi qu'aux crédits collectifs à travers le bon fonctionnement et l'activation des coopératives paysannes existantes en vue de renforcer une approche géographique communautaire. Les coopératives pourraient également être utilisées pour sécuriser le stockage à froid, le transport, la mécanisation, etc.
- **Explorer la faisabilité de sources d'énergie alternatives, y compris solaires**, pour

réduire le coût de fonctionnement des pompes à essence pour l'irrigation et d'autres utilisations. Bien que les pompes solaires aient été accusées de pompage excessif des eaux souterraines, il est plus probable que ce problème soit le fait du nombre élevé de puits illégaux.

- **Effectuer un recensement du bétail** dès que les conditions le permettront.
- **Remettre en état diverses chaînes d'approvisionnement dans le pays** pour permettre une récupération complète du secteur agricole, y compris des chaînes du froid efficaces qui permettraient le transport sans difficulté des produits agricoles des régions excédentaires vers les régions déficitaires du pays. Des marchés et des

chaînes d'approvisionnement opérationnels contribueront également à la réduction des pertes après récolte dans les champs ainsi que des pertes dans le secteur de la production animale.

- **Envisager d'introduire des outils de gestion des risques**, comme des assurances fondées sur des données météorologiques, pour permettre aux agriculteurs de gérer les risques efficacement.
- **Améliorer les capacités techniques générales des ressources humaines** dans le secteur.
- **Stimuler les investissements pour contribuer à la reconstruction et à la réhabilitation** des infrastructures agricoles.



Ce rapport a été préparé par Monika Tothova (FAO) sous la responsabilité du Secrétariat de la FAO avec des informations provenant de sources officielles et autres. Des remerciements pour leur appui à la collecte des données et leurs commentaires sont adressés à Haya AbouAssaf, AbdulBasset Khalil, Jalal AlHamoud, Saleh Al Mokdad, Jihad AlMukdad, Oula Mohamad, Khalil Aljani, Maher Khalouf, Fadi AlHamoud, Sulaiman Karazon, Khaled Omar, Abdulhakim Dewani et Maher Al-Abrash DaaEddin Shaban. Étant donné que les conditions peuvent changer rapidement, veuillez contacter la personne ci-dessous pour de plus amples informations si nécessaire:

Mario Zappacosta

Économiste principal

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)

Marchés et commerce - Développement économique et social

[GIEWS1@fao.org](mailto:GIEWS1@fao.org)

### **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Rome, Italie

Veuillez noter que ce rapport spécial est également disponible sur Internet dans le cadre du World Wide Web de la FAO <http://www.fao.org/home/fr/> à l'adresse URL suivante: <http://www.fao.org/giews/reports/special-reports/fr/>.

Le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) a mis en place des listes d'envoi pour diffuser ses rapports. Pour vous abonner, complétez le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante:

[http://newsletters.fao.org/k/Fao/trade\\_and\\_markets\\_english\\_giews\\_world](http://newsletters.fao.org/k/Fao/trade_and_markets_english_giews_world)